

Bulletin d'information de la Ctrip, n° 16, 11 févr. 2009

Table des matières

L'esprit européen mis à l'épreuve	2
Libre circulation des personnes : un OUI capital	3
La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE.....	4
La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE.....	5
Les Suisses votent sur la libre circulation des travailleurs avec l'UE	7
La Suisse reconduit l'accord sur les travailleurs de l'UE	9
La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE.....	10
Libre circulation : soulagement de la presse suisse	12

L'esprit européen mis à l'épreuve

6 février 2009

Les Suisses doivent se prononcer, le 8 février, sur les accords de libre circulation avec l'UE. Si le dernier sondage donne le "oui" gagnant à 50 %, le résultat reste néanmoins incertain. Le débat s'est notamment focalisé sur la place de la Bulgarie et de la Roumanie dans ces accords.

Dans la campagne pour le référendum sur le maintien et l'extension de la libre circulation des personnes dans l'Union européenne (UE), tout est dit en images, ou presque. Un camp vante "nos [accords] bilatéraux" (afin de ne pas mentionner trop clairement l'UE) qui font prospérer l'économie locale. L'autre met en scène sur ses affiches des corbeaux voraces qui se gavent sur le dos de la petite Suisse. L'UDC [Union démocratique du centre, droite populiste] trahit une fois la vision qu'elle se fait de l'étranger, mais elle n'est pas la seule à passer sous silence que l'enjeu, en l'occurrence, n'est pas qu'une question de croissance économique et de taux de chômage. Certes, la libéralisation du marché de l'emploi et son ouverture à la "concurrence" européenne restent dans l'ensemble une entreprise incontestablement hasardeuse. Mais si le non l'emporte, le 8 février, le risque est évident. La libre circulation des personnes assure aux Helvètes un droit équivalent à des postes et des emplois dans l'UE. Sans cette contrepartie, que l'accord garantisse, nombre d'Etats n'hésiteront pas à revenir sur ce principe.

Au départ, il est vrai, la Suisse n'a nullement recherché cette libre circulation tant vantée aujourd'hui. L'Union européenne n'a pas créé son marché intérieur uniquement pour les marchandises, les capitaux et les services. Elle y a également inclus une liberté de mouvement étendue pour les salariés. La participation de la Suisse devait donc suivre cette logique. Ainsi, les sept accords bilatéraux signés avec l'UE sont-ils la première série d'un tout. La facilitation des échanges commerciaux, la réglementation du marché des transports, l'accès à des offres publiques et la coopération dans le domaine de la recherche sont plus que des arrangements ponctuels. Le partenariat avec l'UE est aujourd'hui si étroit qu'on ne peut en discuter la teneur point par point sans prendre en considération l'ensemble. Le fait que l'UE soit une entité en développement a ses conséquences. Qu'elle s'élargisse, et les traités bilatéraux valent aussi pour les nouveaux membres. La libre circulation des personnes, qui repose sur les compétences des Etats individuels, n'a rien d'automatique sur le papier. La Suisse a ainsi pu négocier une réglementation de transition pour ce qui concerne la Roumanie et la Bulgarie, lors de l'élargissement à l'Est en 2004. Le principe du contingentement, la priorité à la main-d'œuvre nationale et le contrôle préalable des conditions de travail resteront en vigueur jusqu'en 2016. Il sera ensuite possible de les maintenir encore trois ans au-delà de cette date grâce à une clause spéciale. On voit mal quel meilleur accord aurait pu être trouvé.

Le hasard du calendrier fait que l'extension des accords à la Roumanie et à la Bulgarie doit être décidée en même temps que la prolongation de l'accord global. Aujourd'hui, le Parlement a condensé les deux projets en un seul. Les opposants dénoncent un "paquet" de lois pour mieux cacher la fragilité de leur position. Ceux qui disent ne s'opposer à l'application de ces principes qu'envers la Roumanie et la Bulgarie oublient de se demander s'il est vraiment envisageable d'exclure de l'accord global deux pays membres de l'UE. Dans les faits, les modalités du vote et la question de savoir s'il aurait fallu séparer les deux sujets n'a que peu d'importance. Les Suisses ont à voter sur un tout : le principe de libre circulation avec une Union européenne qui compte désormais 27 membres. Si la Suisse votait non, elle ne se retrouverait absolument pas en position de force, au contraire de ce que se plaisent à imaginer les opposants au texte. Les arguments ne manquent pas pour convaincre que la Suisse tire profit des accords actuels. Il ne serait pas si terrible pour elle de participer à la réinsertion au cœur de l'Europe de deux pays moins privilégiés que sont la Roumanie et la Bulgarie.

Christoph Wehrli (Neue Zürcher Zeitung)
http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=94363

Libre circulation des personnes : un OUI capital

8 février 2009

Le PS salue le feu vert d'une large majorité de la population à la reconduction et à l'extension de la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne. Le corps électoral a ainsi clairement manifesté sa volonté de voir le dialogue avec notre principal partenaire économique se poursuivre, voire s'intensifier. Pour le PS, l'enjeu d'une collaboration fructueuse avec l'UE était essentiel tout comme l'était la confirmation et le développement des mesures de protection des salaires et des conditions de travail helvétiques.

« Ce dimanche, les citoyennes et les citoyens suisses ont – sans équivoque - fait le choix de la raison et refusé de s'enfoncer dans l'impasse où les isolationnistes tentaient de les conduire », s'est réjoui le président du PS Suisse Christian Levrat. « Que le oui l'emporte finalement assez largement à l'issue d'une campagne à nouveau marquée par les outrances xénophobes de l'UDC signifie en premier lieu que la Suisse se doit de poursuivre sa politique d'étroite coopération avec l'Union européenne. Il permet en outre d'étendre et de renforcer le dispositif de contrôle visant à empêcher la sous enchère salariale et la dégradation des conditions de travail. En définitive, tout le monde en profitera, les travailleurs suisses comme leurs homologues étrangers. » Pour le PS, l'ampleur du résultat démontre une fois de plus que l'ouverture de la Suisse à l'Europe doit impérativement s'accompagner de mesures de protection sociale. Il veillera d'ailleurs très attentivement au renforcement de leur mise en œuvre ces prochains mois.

Le PS juge également que le dialogue et le partenariat avec l'Union européenne doit considérablement s'intensifier. Prochaines étapes: la conclusion d'un accord de libre-échange agricole et d'un autre dans le domaine de la formation. Reste qu'à long terme, la voie bilatérale ne manquera pas d'être confrontée à de nouveaux écueils. Pour les éviter, le PS demeure persuadé que la Suisse n'échappera pas à la réouverture du débat sur l'adhésion.

La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE

8 février 2009

GENEVE (AFP) — Les Suisses ont massivement approuvé dimanche la reconduction et l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie des accords sur la libre circulation des travailleurs avec l'Union européenne, un résultat inattendu accueilli avec soulagement à Berne comme à Bruxelles.

Selon les résultats officiels, le oui a remporté 59,6% des suffrages de la Confédération où 22 des 26 cantons se sont prononcés en faveur de la collaboration avec Bruxelles qui a permis à 200.000 Européens de travailler en Suisse depuis 2002. Le non a recueilli 40,4% des votes.

Ce score a créé la surprise, les observateurs ayant multiplié les mises en garde sur les possibles tentations de repli de la population confrontée à une montée du chômage et une économie en berne.

Les autorités suisses ont salué le "choix de l'avenir", qui conforte la "voie bilatérale" entre la Confédération et son premier partenaire économique.

Bruxelles a pour sa part transmis ses "félicitations" aux Suisses ayant accepté de prolonger "un accord-clé" ouvrant "la voie au renforcement du tissu existant" entre la Confédération et ses voisins, a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Le scrutin était suivi de près par les capitales dont plusieurs années de coopération économique étaient en jeu. La libre circulation est en effet associée à six autres accords, les Bilatérales I, facilitant les échanges commerciaux entre l'UE et la Suisse.

En cas de rejet, ces accords devaient sauter automatiquement selon la "clause de la guillotine". Bruxelles avait également fait savoir que l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen serait annulée.

Au total, un non aurait renvoyé la Suisse à son statut de petit pays indépendant, l'isolant de ses partenaires dont elle est pourtant hautement dépendante économiquement.

Faisant écho aux "satisfecit" de Bruxelles, Berne mais aussi Bucarest et Sofia, les partisans de la reconduction des accords, en l'occurrence la presque totalité des partis helvétiques et les milieux économiques, ont applaudi la "maturité" des électeurs suisses.

"C'est le langage de la raison qui l'a emporté", a commenté le président du Parti socialiste Christian Levrat.

Le oui "nous permettra de traverser les mois à venir avec de meilleurs atouts" alors que la Suisse est confrontée à un risque de récession, a assuré le président du Parti radical démocratique (droite) Fulvio Pelli.

Le vote constitue en revanche un coup dur pour la droite populiste, la première force politique (29% des voix) de retour depuis deux mois au gouvernement et pratiquement seule à avoir mené une campagne agressive contre la libre circulation.

Le député de l'Union démocratique du centre (UDC) Dominique Baettig, a estimé qu'"entre deux maux, (les électeurs) avaient choisi le moindre, qui est la fuite en avant".

Acceptant mal la défaite, un certain nombre de membres de l'UDC ont évoqué la possibilité de convoquer un nouveau référendum pour cette fois "limiter la libre circulation des personnes".

Après le soulagement, la Confédération devrait rapidement retrouver les sujets qui fâchent avec les Européens. Selon le quotidien alémanique NZZ, Bruxelles, exaspérée par le secret bancaire, s'apprête à hausser le ton sur la fiscalité des entreprises pratiquée par les cantons lors d'une réunion prévue vendredi.

Zurich a fait un pas dimanche dans la direction réclamée par l'UE en abolissant par référendum les forfaits fiscaux accordés au milliardaires étrangers qui y résident.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5i6i44x3nO1JIGZSOzAhFxrzGz6g>

La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE

8 février 2009

"C'est le langage de la raison qui l'a emporté", a commenté le président du Parti socialiste Christian Levrat rendant hommage, comme le président du Parti démocrate chrétien (PDC, centre droit) Christophe Darbelley, à "la maturité politique suisse".

Les Suisses ont massivement approuvé dimanche la reconduction et l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie des accords sur la libre circulation des travailleurs avec l'Union européenne, inspirant un ouf de soulagement à Berne comme à Bruxelles.

Selon les résultats officiels, le oui a remporté 59,6% des suffrages de la Confédération où 22 des 26 cantons se sont prononcés en faveur de la collaboration avec Bruxelles qui a permis à 200.000 Européens de travailler en Suisse depuis 2002. Le non a recueilli 40,4% des votes.

Le score très nettement positif a créé la surprise, les observateurs ayant multiplié les mises en garde sur les tentations de repli de la population confrontée à une montée du chômage et une économie en berne.

Le soulagement en était d'autant plus tangible, à Berne comme à Bruxelles. Les autorités suisses ont salué le "choix de l'avenir", qui conforte la "voie bilatérale" entre la Confédération et son premier partenaire économique.

Bruxelles a pour sa part transmis ses "félicitations" aux citoyens suisses ayant accepté de prolonger "un accord-clé" ouvrant "la voie au renforcement du tissu existant" entre la Suisse et ses voisins, a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Le scrutin était suivi de près par les capitales dont plusieurs années de coopération économique étaient en jeu. La libre circulation est en effet associée à six autres accords, les Bilatérales I, facilitant les échanges commerciaux entre l'UE et la Suisse. En cas de rejet, tous ces accords devaient sauter automatiquement selon la "clause de la guillotine". Bruxelles avait également fait savoir que l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen serait annulée.

Au total, un non aurait renvoyé la Suisse à son statut de petit pays indépendant, l'isolant de ses partenaires dont elle est pourtant hautement dépendante économiquement.

Faisant écho aux "satisfecit" de Bruxelles, Berne mais aussi Bucarest et Sofia, les partisans de la reconduction des accords, en l'occurrence la presque totalité des partis helvétiques et les milieux économiques, ont applaudi la "maturité" des électeurs suisses.

"C'est le langage de la raison qui l'a emporté", a commenté le président du Parti socialiste Christian Levrat.

Le oui "nous permettra de traverser les mois à venir avec de meilleurs atouts" alors que la Suisse est confrontée à un risque de récession, a assuré pour sa part le président du Parti radical démocratique (droite) Fulvio Pelli.

Le vote constitue en revanche un coup dur pour la droite populiste, la première force politique (29% des voix) de retour depuis deux mois au gouvernement et pratiquement seule à avoir mené une campagne agressive contre la libre circulation.

Le député de l'Union démocratique du centre (UDC) Dominique Baettig, a estimé qu'"entre deux maux, (les électeurs) avaient choisi le moindre, qui est la fuite en avant".

Acceptant mal la défaite, un certain nombre de membres de l'UDC ont évoqué la possibilité de convoquer un nouveau référendum pour cette fois "limiter la libre circulation des personnes".

Après le soulagement, la Confédération devrait rapidement retrouver les sujets qui fâchent avec Bruxelles. Selon le quotidien alémanique NZZ, Bruxelles, exaspérée par le secret bancaire, s'apprête à monter le ton sur le régime jugé défavorable de fiscalité des cantons lors d'une réunion prévue vendredi.

Les Suisses ont massivement approuvé dimanche la reconduction et l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie des accords sur la libre circulation des travailleurs entre la Confédération et l'Union européenne, à l'issue d'une campagne particulièrement tendue.

AFP

Les Suisses votent sur la libre circulation des travailleurs avec l'UE

8 février 2009

Les Suisses votaient dimanche par référendum pour la reconduction et l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie des accords sur la libre circulation des travailleurs avec l'Union européenne, un scrutin mettant en jeu des années de coopération entre Berne et Bruxelles.

Alors que la majorité des quelque 5 millions d'électeurs ont déjà envoyé leur bulletin par correspondance, les derniers votants avaient quelques heures dimanche matin pour accomplir leur devoir électoral dans les bureaux de vote de leur quartier.

Le vote est suivi de près à Bruxelles et à Berne car en cas de non, plusieurs accords économiques tomberaient en chaîne, jetant une ombre sur des relations rendues déjà houleuses par le secret bancaire suisse.

La libre circulation, en vigueur depuis 2002, est en effet associée à six autres accords, les Bilatérales I, facilitant les échanges commerciaux entre la Confédération et les membres de l'UE. En cas de rejet de cette dernière, tous ces accords sauteraient automatiquement selon la "clause de la guillotine".

Bruxelles a également fait savoir que la toute nouvelle adhésion de la Suisse à l'espace Schengen serait également annulée.

Au total, un non renverrait la Suisse à son statut de petit pays indépendant, plus isolé au milieu de ses voisins européens dont elle est pourtant hautement dépendante économiquement.

Une menace que les autorités suisses ne prennent pas à la légère d'autant que le résultat du référendum ne paraît pas acquis.

En 2000, les Suisses avaient soutenu les Bilatérales à 67%. Un chiffre tombé à 56% en 2005 pour la première extension des accords de libre circulation aux dix nouveaux membres de l'UE. Cette fois, les sondages donnent tout juste la majorité au oui (50%) avec 43% contre et 7% d'indécis, qui pourraient faire la différence.

Pour les défenseurs du oui, la crise a clairement joué les trouble-fête, alimentant notamment les craintes de chômage.

La seule force d'opposition aux accords, la droite populiste menée par l'Union démocratique du centre (UDC) en a fait son cheval de bataille, assurant que les Bulgares et les Roumains, derniers arrivés dans l'UE, allaient "voler" leurs emplois aux Suisses.

Et pour appuyer son propos, elle a sorti une affiche très contestée, montrant trois corbeaux à l'air agressif picorant rageusement le drapeau suisse.

Soutenue par la majorité des partis helvétiques et des milieux économiques, Berne n'a pas ménagé sa peine pour faire valoir qu'au contraire, la coopération économique avec le premier partenaire de la Suisse constituait un rempart contre une aggravation de la crise.

Un milliard de francs suisses sont échangés quotidiennement avec l'UE, a-t-elle rappelé, ajoutant que la Confédération y envoyait les deux tiers de ses exportations. Les Bilatérales I ont permis, selon elle, de générer 250.000 emplois depuis 2004 avec l'arrivée de plus de 200.000 travailleurs européens sur le million que compte la Confédération. Tandis que 400.000 Suisses résident actuellement dans l'UE.

A l'issue d'une campagne agitée et inhabituellement onéreuse, le danger du non existe bel et bien.

"Le contexte économique a changé la donne mais ce ne serait pas le moment de fragiliser notre position alors que la coopération avec l'UE a donné de beaux fruits", insiste le président du Parti radical du Valais, Leonard Bender.

Le député socialiste Andreas Gross se veut rassurant: "Les Suisses ont toujours voté raisonnablement. Lorsqu'il s'agit d'un projet qui ne change pas complètement leur système, ils préfèrent l'accepter que de tomber dans l'inconnu".

Alexandra TROUBNIKOFF

La Suisse reconduit l'accord sur les travailleurs de l'UE

8 février 2009

Les électeurs suisses ont voté dimanche en faveur d'une prolongation de l'accord autorisant des ressortissants de l'Union européenne à travailler sur le territoire de la Confédération helvétique et de son extension aux nouveaux membres de l'UE, la Roumanie et la Bulgarie.

D'après les résultats officiels, 59,6% des électeurs ont approuvé le renouvellement de cet accord de libre circulation, entré en vigueur en 2002.

Seuls trois cantons germanophones et le Tessin italoophone ont majoritairement voté contre. Le "oui" l'a emporté dans les 22 autres cantons suisses.

La votation avait été réclamée par des associations de Genève et des régions italophones qui considèrent que les travailleurs frontaliers venus de France et d'Italie privent les Suisses d'emplois.

L'Union démocratique du centre (UDC), parti populiste et principale force du pays, s'était ralliée au camp du non.

Les autres partis suisses de même que les syndicats et organisations patronales avaient fait campagne pour le oui.

"La majorité des électeurs ont reconnu que l'ouverture est la seule stratégie correcte pour une économie qui est fortement orientée vers le commerce extérieur, même dans une époque économiquement difficile", s'est félicitée la Fédération des employeurs suisses, soulignant qu'un emploi sur trois en Suisse dépend des relations avec les pays de l'UE. Pour l'Unia, principal syndicat suisse, les électeurs ont rejeté avec force la "propagande xénophobe" de l'UDC.

Le chômage a atteint 3,3% de la population active en janvier, soit son niveau le plus haut depuis deux ans.

Jonathan Lynn, version française Henri-Pierre André

La Suisse approuve la libre circulation des travailleurs avec l'UE

8 février 2009

Les Suisses ont massivement approuvé dimanche la reconduction et l'extension à la Bulgarie et à la Roumanie des accords sur la libre circulation des travailleurs avec l'Union européenne, un résultat inattendu accueilli avec soulagement à Berne comme à Bruxelles.

Selon les résultats officiels, le oui a remporté 59,6% des suffrages de la Confédération où 22 des 26 cantons se sont prononcés en faveur de la collaboration avec Bruxelles qui a permis à 200.000 Européens de travailler en Suisse depuis 2002. Le non a recueilli 40,4% des votes.

Ce score a créé la surprise, les observateurs ayant multiplié les mises en garde sur les possibles tentations de repli de la population confrontée à une montée du chômage et une économie en berne.

Les autorités suisses ont salué le "choix de l'avenir", qui conforte la "voie bilatérale" entre la Confédération et son premier partenaire économique.

Bruxelles a pour sa part transmis ses "félicitations" aux Suisses ayant accepté de prolonger "un accord-clé" ouvrant "la voie au renforcement du tissu existant" entre la Confédération et ses voisins, a expliqué le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso.

Le scrutin était suivi de près par les capitales dont plusieurs années de coopération économique étaient en jeu. La libre circulation est en effet associée à six autres accords, les Bilatérales I, facilitant les échanges commerciaux entre l'UE et la Suisse.

En cas de rejet, ces accords devaient sauter automatiquement selon la "clause de la guillotine". Bruxelles avait également fait savoir que l'adhésion de la Suisse à l'espace Schengen serait annulée.

Au total, un non aurait renvoyé la Suisse à son statut de petit pays indépendant, l'isolant de ses partenaires dont elle est pourtant hautement dépendante économiquement.

Faisant écho aux "satisfecit" de Bruxelles, Berne mais aussi Bucarest et Sofia, les partisans de la reconduction des accords, en l'occurrence la presque totalité des partis helvétiques et les milieux économiques, ont applaudi la "maturité" des électeurs suisses.

"C'est le langage de la raison qui l'a emporté", a commenté le président du Parti socialiste Christian Levrat.

Le oui "nous permettra de traverser les mois à venir avec de meilleurs atouts" alors que la Suisse est confrontée à un risque de récession, a assuré le président du Parti radical démocratique (droite) Fulvio Pelli.

Le vote constitue en revanche un coup dur pour la droite populiste, la première force politique (29% des voix) de retour depuis deux mois au gouvernement et pratiquement seule à avoir mené une campagne agressive contre la libre circulation.

Le député de l'Union démocratique du centre (UDC) Dominique Baettig, a estimé qu'"entre deux maux, (les électeurs) avaient choisi le moindre, qui est la fuite en avant".

Acceptant mal la défaite, un certain nombre de membres de l'UDC ont évoqué la possibilité de convoquer un nouveau référendum pour cette fois "limiter la libre circulation des personnes".

Après le soulagement, la Confédération devrait rapidement retrouver les sujets qui fâchent avec les Européens. Selon le quotidien alémanique NZZ, Bruxelles, exaspérée par le secret bancaire, s'apprête à hausser le ton sur la fiscalité des entreprises pratiquée par les cantons lors d'une réunion prévue vendredi.

Zurich a fait un pas dimanche dans la direction réclamée par l'UE en abolissant par référendum les forfaits fiscaux accordés au milliardaires étrangers qui y résident.

Alexandra TROUBNIKOFF

<http://fr.news.yahoo.com/2/20090208/twl-la-suisse-approuve-la-libre-circulat-c99dde2.html>

Libre circulation : soulagement de la presse suisse

9 février 2009

La presse suisse a salué lundi l'accord du peuple à l'extension de la libre circulation à la Bulgarie et la Roumanie. Un certain soulagement se dégage des éditoriaux face à ce refus des "expérimentations", même si certains soulignent les limites de la voie bilatérale.

"On craignait le pire, on a vécu le meilleur", écrit le "Journal du Jura", pour qui "la victoire est d'autant plus probante qu'inattendue". Même satisfaction dans "Le Matin": "tout était réuni pour que cela dérape. Tous les malaises pouvaient s'additionner. Ça n'a pas été le cas et le soulagement est immense. La fierté l'est aussi", écrit-il.

"A la tentation du repli et du protectionnisme, le peuple suisse a préféré la garantie d'un régime éprouvé: la libre circulation des personnes a fait ses preuves, et son extension à la Bulgarie et la Roumanie ne perturbera pas les équilibres", renchérit "La Liberté".

Eviter la "voie solitaire"

Outre-Sarine, la "Neue Zürcher Zeitung" voit dans ce vote un refus des "expérimentations" politiques: "dans des temps économiquement difficiles, les Suisses se sont clairement prononcés en faveur de la poursuite de la libre-circulation des personnes avec leur plus grand partenaire commercial".

"L'Express" salue quant à lui "un oui massif et réjouissant". "La Suisse avait tout à perdre à cette voie solitaire qui l'attendait en cas de victoire du non", écrit-il. Et d'estimer qu'"il est temps désormais d'aller plus loin". Seize ans après le rejet de l'EEE, les Suisses "sont désormais bien conscients que notre pays est bel et bien ancré dans l'Europe", estime-t-il.

Quelques inquiétudes toutefois

D'autres journaux mettent en garde contre tout excès d'europhilie. Pour "Le Nouvelliste", de nombreux électeurs ont voté oui "avec le sentiment de ne pas avoir de choix réel compte tenu de la crise en cours. Ou même avec la certitude qu'il existe des chemins qui mènent au succès économique sans forcément passer directement par Bruxelles".

"Le Temps", lui, est plus inquiet. Le quotidien reconnaît que, "vu les circonstances, ces presque 60% de oui exprimés sur ce fond de crise globalisée et d'angoisse du lendemain ont valeur de plébiscite pour la voie bilatérale". "Cette approche manque certes de panache et de dimension idéale, elle fait bon marché de la véritable souveraineté, mais au moins est-elle susceptible d'obtenir un consensus", écrit-il.

Reste que ce vote survient "au moment même où la voie bilatérale commence à peser à nos partenaires de l'UE et promet d'entrer dans une période d'importantes turbulences". Il faudra donc "beaucoup de sang-froid" pour y faire face, ajoute-t-il, critiquant au passage "l'irresponsabilité" des Verts, qui ont remis dès dimanche soir la question de l'adhésion à l'UE sur la table.

"Dans l'avenir proche, le Conseil fédéral devra faire preuve d'unité et de solidité pour calmer le jeu" face aux pressions de l'UE, renchérit "L'Agefi". Et de rappeler que cette semaine, "à une encablure du scrutin de dimanche, la Commission européenne ne s'est pas privée de revenir à la charge avec la levée du secret bancaire".

ats/sbo

http://info.rsr.ch/fr/news/Libre_circulation_soulagement_de_la_presse_suisse.html?siteSect=2010&sid=10304595&cKey=1234169906000